“Grèce, euro, déficits… une crise qui nous dépasse ?”

DANS QUELLE CRISE SOMMES-NOUS ?

La crise que nous vivons est le rebond de celle non résolue de 2008. Crise financière d’abord, économique et sociale ensuite, s’y ajoute aujourd’hui la crise de la zone euro.

- **C’est une crise des dettes publiques.**
  La dette publique grossit régulièrement en France depuis 30 ans et s’est fortement amplifiée ces deux dernières années. Elle coûte très cher à tous les citoyens, prive l’État de moyens d’action, handicape les générations futures.
- **La dette grecque, ça concerne toute l’Europe !**
  Dans la zone euro, du fait de la monnaie commune, les économies nationales sont liées. La défaillance d’un État européen à l’égard de ceux qui lui ont prêté de l’argent devient le problème de l’Europe entière. Si rien n’est fait pour permettre à la Grèce de s’en sortir, la zone euro pourrait bien voler en éclats. Les conséquences seraient très graves pour tous les pays européens. Le coût du sauvetage de la Grèce n’est rien par rapport au coût qu’entraînerait l’éclatement de la zone euro avec des conséquences désastreuses sur le pouvoir d’achat des salariés.
- **La croissance patine.**
  En France, en Allemagne, en Europe la croissance s’annonce particulièrement faible au second semestre 2011.
  On est dans une spirale infernale : les politiques de rigueur en Europe font chuter la croissance, augmenter le chômage ; cela diminue les ressources et accroît encore plus la dette.

LES RÉPONSES APPORTÉES SONT-ELLES À LA HAUTEUR ?

Le gouvernement recherche une convergence européenne, notamment un rapprochement de la fiscalité franco-allemande sur les entreprises. C’est bien, mais ça ne suffit pas à créer une dynamique européenne, toujours aux abonnés absents.

Dans le même temps, il décide un plan de réduction du déficit qui ne règle rien à long terme, perpétue les inégalités tout en fragilisant la cohésion sociale.

- **Il taxe les complémentaires santé à hauteur de 1,1 milliard,** ce qui impacte tous les ménages, même les plus modestes.
- **Il ne fait contribuer les hauts revenus à l’effort demandé que symboliquement :** la taxe exceptionnelle en 2012 sur les hauts revenus (3 % d’imposition au-delà de 500 000 euros par part fiscale) ne rapportera que 200 millions d’euros, montant dérisoire au regard de l’effort global nécessaire.
- **Il laisse en place des niches fiscales coûteuses et inefficaces.**
- **Il met à mal le service public.**
  En ne remplaçant qu’un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, il supprime 31 000 emplois dans la fonction publique en 2011. Cela impacte les missions de service au public et rejaillit sur les usagers.

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES SUR NOTRE QUOTIDIEN ?

- **Le chômage et la précarité augmentent.**
  La crise de 2008 a créé un million de chômeurs de plus. Ce chômage élevé risque d’augmenter encore et frappe tout particulièrement les jeunes. Les CDD et les temps partiels se développent.
- **La cohésion sociale est menacée.**
  Les plus fragiles d’entre nous sont les premiers touchés. Tous les salariés s’interrogent sur l’avenir de leur emploi, de leur pouvoir d’achat, de leurs protections sociales.
- **La pauvreté s’accroît.**
  8,2 millions d’entre nous gagnent moins de 954 euros par mois !

“La crise n’est pas une fatalité. Il y a des solutions.”

Les dirigeants français et européens doivent prendre des décisions énergiques, efficaces et justes. Il faut tout à la fois réduire les déficits, relancer la croissance par des investissements d’avenir et soutenir ceux qui s’appauvrissent dans cette crise, les chômeurs, les jeunes, les salariés précaires. Bref, il y a urgence à stopper la spirale infernale de cette crise tout en préparant l’avenir.

POUR LA CFDT, IL FAUT

> Lutter contre la spéculation

- Mutualiser une partie des dettes des États européens pour renforcer les pays face aux marchés financiers.
- Interdire les produits financiers exclusivement spéculatifs.
- Stopper les paradis fiscaux.

> Relancer la croissance économique

- Mettre enfin en place un gouvernement de la zone euro pour coordonner les politiques fiscales, économiques et budgétaires.
- Investir aux plans national et européen.

> Réduire les déficits de manière équitable

- Supprimer les niches fiscales contreproductives et qui coûtent cher à l’État.
- Supprimer les exonérations sur les heures supplémentaires (3 milliards d’euros) qui empêchent la création d’emplois et ne bénéficient pas à l’immense majorité des salariés.
- Conditionner la baisse de la TVA, dans la restauration et le bâtiment (au total 8 milliards d’euros), à des contreparties sociales en particulier sur l’emploi.
- Modifier les règles de déduction des intérêts d’emprunt des bénéfices imposables des entreprises (11 milliards d’euros).
- Faire contribuer les hauts revenus beaucoup plus qu’aujourd’hui par la création d’une tranche supplémentaire d’impôt sur le revenu à 50 %.

> Prendre des mesures sociales urgentes

- Pour les jeunes, élargir l’accès au « RSA jeunes » et mettre en place rapidement les mesures négociées par les syndicats et le patronat : accompagnement vers l’emploi, aide au logement.
- Dans les entreprises et territoires en difficulté, promouvoir des dispositifs évitant les licenciements (formation, financement du chômage partiel…).

Au delà de ces mesures urgentes indispensables, il faut des réformes de fond qui prendront plus de temps pour construire un mode de développement équilibré et durable, un monde plus juste et plus solidaire.

LA CFDT AGIT

Depuis le début de cette année, en négociant plusieurs accords avec les organisations patronales, **nous avons obtenu en particulier des mesures pour faciliter l’insertion dans l’emploi et l’accès au logement des jeunes**. En négociant avec le gouvernement, **nous avons obtenu des mesures de résorption de la précarité dans les fonctions publiques**.

Dans les entreprises, les administrations et les territoires, **la CFDT est présente au quotidien aux côtés des salariés**.

Avec l’intersyndicale (CFDT, CGT, FSU, Solidaires, Unsa), **elle a décidé de faire du 11 octobre une journée nationale d’action**. Dans le cadre de cette journée, la CFDT n’a pas appelé nationalement à des arrêts de travail parce que ce n’est pas la réponse adaptée dans un moment de difficultés d’emploi et de revenu pour beaucoup de salariés et parce qu’elle veut rechercher les moyens de mobiliser le plus grand nombre.

Le 11 octobre 2011, la CFDT appelle tous les salariés à agir avec elle pour se faire entendre des décideurs : gouvernement, parlement, employeurs.

À télécharger depuis :
www.cfdt.fr / Boîte à outils / Tracts / Une crise qui nous dépasse ?

Pour en savoir plus : www.cfdt.fr

Ne pas jeter sur la voie publique - Septembre 2011
Rédaction, création et réalisation graphiques : Service Information Communication

www.cfdt.fr